

*Les subsides*

**M. Cassidy:** Une vente à rabais, quoi.

**Mlle Carney:** La première option était irresponsable, la seconde garantit notre avenir.

**M. Broadbent:** Les tories sont incapables de penser à plus de deux choses à la fois.

**Mlle Carney:** La meilleure entente économique possible n'était pas notre unique but quand nous avons entrepris les négociations sur le libre-échange, autrement nous serions devenus Américains il y a des années. Nous ne sommes pas intéressés uniquement au meilleur accord économique possible. Le premier ministre a mené les négociations sans jamais perdre de vue notre autonomie politique et économique. C'est pourquoi il a pris des engagements bien précis envers les Canadiens dès le départ. Il n'y avait pas à s'y tromper.

Il a promis que l'accord assurerait notre souveraineté politique et c'est le cas; qu'il préserverait nos programmes sociaux, et c'est le cas. En s'employant à faire croire que cet accord compromet les régimes d'assurance-maladie et d'assurance-chômage, l'opposition révèle la pauvreté de ses arguments et l'étendue de sa mesquinerie.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle Carney:** Cet accord protège notre engagement à l'égard de l'expansion régionale, notre identité culturelle exceptionnelle, et nos systèmes de commercialisation des produits agricoles. Nous avons tenus les promesses faites aux Canadiens à chacun de ces égards.

**M. Cassidy:** Vous avez capitulé.

**Mlle Carney:** Loin de la compromettre, cet accord consolidera notre souveraineté politique, car il est beaucoup plus facile de conserver l'indépendance et la souveraineté nationales quand le pays est uni et fort sur le plan économique que lorsqu'il est faible et divisé.

Le premier ministre Bourassa m'a fait une observation qui m'a parue intéressante et dont je voudrais faire part à la Chambre. Il a affirmé que l'acte le plus important qu'ait accompli un premier ministre pour promouvoir l'unité nationale avait été la signature d'un traité international, le Traité de Versailles qu'avait ratifié Robert Borden au nom du Canada. Avec une économie forte et des débouchés à l'étranger, le Canada n'en est que plus vigoureux.

Je voudrais parler du porte-bonheur qui n'a pas quitté M. Simon Reisman pendant ces négociations.

**M. Axworthy:** Un peu de sérieux, voyons!

**Des voix:** Racontez-nous ça!

**Mlle Carney:** L'opposition m'encourage à le faire.

**M. Axworthy:** Un grand albatros.

**Mlle Carney:** Je suis ravie d'en parler. Son porte-bonheur, c'était une pièce d'un penny de l'Île-du-Prince-Édouard, qui datait de 1857, de l'époque coloniale, et portait l'inscription «Libre-échange et autonomie politique». Il a porté ce talisman parce qu'il est autant d'actualité qu'à l'époque. Le libre-échange et l'autodétermination se renforcent mutuellement.

Une économie forte, c'est le meilleur rempart d'une indépendance souveraine.

● (1250)

Les Canadiens vont toujours conserver leur fierté nationale et avec cet accord nous allons continuer de décider nous-mêmes de la façon dont nous entendons vivre, de nos politiques sociales, de notre assurance-maladie, de notre assurance-chômage et de nos pensions. Ceux qui pensent le contraire n'ont pas lu l'accord, et ceux qui répètent cela font preuve d'irréflexion.

Comme l'opposition passe son temps à dire ce qu'il n'y a pas dans l'accord, permettez-moi de dire à la Chambre ce qu'il y a. Nous sommes convenus d'abolir graduellement tous les tarifs douaniers entre les deux pays en l'espace de dix ans. La seule exception c'est une prolongation de délai pour l'horticulture, qui va être protégée pendant dix ans de plus.

Nous sommes convenus d'abolir la plupart des exigences techniques et sanitaires qui ont souvent servi d'obstacles non douaniers à la frontière. Les agriculteurs savaient que ce chapitre leur ferait certains de leurs débouchés.

Nous sommes convenus de fixer des règles pour le commerce et les services, disposition sans précédent en droit international. Le commerce des services c'est le secteur qui connaît le plus fort taux de croissance dans le monde. Pour la première fois il va y avoir des règles entre les deux pays en matière de commerce des services. Nous y avons également fait figurer des dispositions qui vont permettre aux travailleurs d'aller aux États-Unis pour s'occuper des biens et services qu'ils y vendent.

Nous avons élargi l'accès de chacun de nos deux pays aux investisseurs.

Nous avons obtenu des marchés pour l'énergie canadienne, par exemple le gaz naturel de la Colombie-Britannique, le pétrole de l'Alberta, l'uranium de la Saskatchewan, l'électricité de l'Ontario et du Québec, en y inscrivant la politique énergétique de notre gouvernement.

L'opposition ne tient pas compte de ce que nous avons supprimé le Programme énergétique national. Ce qu'elle veut, c'est la liberté de le rétablir. Nous avons ouvert la frontière à l'énergie et nous disons que si les Américains n'élèvent pas de barrières de leur côté, nous ne fermerons pas le courant. Voilà un accord juste entre les deux pays. Nous avons assuré nos débouchés, et de ce fait nous avons assuré les investissements nécessaires aux Canadiens dans le secteur énergétique.

Nous avons donné aux producteurs agricoles de nouveaux marchés outre-frontière pour aider entre autres les producteurs de boeuf, de porc et de pommes de terre.

Nous avons amélioré le potentiel de l'industrie de l'automobile en donnant aux fabricants de pièces et d'accessoires canadiens la possibilité de concurrencer sur un marché beaucoup plus gros avec des règles d'origine plus sévères et en gardant en place les sauvegardes auxquelles le député d'Oshawa a fait allusion.